

L'importance des ressources zoogénétiques pour une agriculture durable

Les races d'animaux de rente qui existent aujourd'hui sont le résultat d'un processus plus que millénaire de domestication et de développement par l'homme. Au fil du temps, les éleveurs ont créé une grande diversité génétique par le biais de croisements et de sélections. Cette diversité revêt une importance primordiale à l'heure actuelle où des changements rapides touchent autant les sociétés que les écosystèmes. Le changement climatique, les épizooties, mais aussi les nouvelles tendances dans la consommation contraignent les paysans à adapter leur production. Or, seule une large base génétique permet d'élever des races d'animaux qui soient adaptées aux nouvelles conditions. Pour les paysans pauvres, l'enjeu est de taille car les animaux de rente constituent un apport indispensable à leur subsistance dans un système de production diversifié.

Mais la diversité des ressources zoogénétiques est en péril. Sur les quelque 7600 races d'animaux de rente existantes, pas moins de 20 % sont menacées. Pendant les six dernières années, une race s'est éteinte chaque mois. Cette évolution négative est due à plusieurs facteurs. Mentionnons principalement le passage de systèmes de production traditionnels avec diverses races locales à une production industrialisée concentrée sur quelques races à haut rendement. Mentionnons également les grandes épidémies et autres catastrophes.

Sans compter que les politiques donnent souvent de mauvaises incitations, au détriment de la diversité des espèces.

Sous la conduite de la FAO, la communauté internationale s'est pour la première fois rencontrée à haut niveau pour traiter de cette thématique. Lors d'une conférence mondiale à Interlaken, deux documents ont été adoptés : le Rapport *L'état des ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde*, qui donne un bilan circonstancié de la situation sur la base de 169 rapports nationaux et le *Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques*, qui propose des mesures pour lutter contre l'érosion de la diversité de ces ressources. S'appuyant sur le rapport, le plan d'action mondial définit quatre domaines d'action prioritaires :

- La caractérisation systématique des races d'animaux de rente et la documentation de leur développement, les données correspondantes devant servir à concevoir des programmes de conservation et d'élevage.
- La promotion étatique de l'exploitation et du développement durables des races animales, compte tenu plus spécialement des intérêts de la protection de l'environnement, de la sécurité alimentaire et des systèmes de production indigènes.



Si l'exploitation d'une race d'animal se révèle rentable pour le paysan, cette race sera préservée. Marché de bétail au Kirghizistan.

(Photo : Johanna Dürst)

Article de fond

L'importance des ressources zoogénétiques pour une agriculture durable 1

Politique

Dépasser le dilemme conservation-population 3

Ne plus être doublement démuné face aux risques 3

Attribuer à la biodiversité sa juste valeur 4

Et si les forêts communautaires produisaient pour le commerce équitable... 4

Mise en œuvre

Innovations locales : un potentiel insuffisamment exploité 5

Combattre les parasites avec des moyens biologiques 5

Résilience au niveau local 6

Réinvestir les expériences issues de projets dans les processus politiques 6

30 ans d'assistance technique paysanne en Amérique Latine 7

Opinion d'expert

Des risques pour les petits paysans et pour la sécurité alimentaire 8

Article de fond

- La conservation des ressources zoogénétiques. Les mesures correspondantes doivent être prises aussi bien au niveau des pays qu'au niveau international, et la conservation in situ figurer au premier plan.
- Le développement des institutions et du savoir, afin que les mesures prévues puissent être mises en œuvre efficacement.

Fixer des objectifs ne suffit évidemment pas ; encore faut-il les mettre en œuvre au niveau local pour qu'ils aboutissent à des résultats concrets. Lors d'un forum scientifique organisé dans le cadre de la conférence de la FAO, des experts ont esquissé des pistes possibles. Dans la présentation *Sustainable use and genetic improvement*, par exemple, les auteurs plaident pour la promotion de l'utilisation durable des ressources zoogénétiques en tant que moyen d'assurer la conservation des espèces. Pour que cette utilisation vaille la peine pour les paysans, les espèces et races locales doivent être améliorées. Des méthodes de sélection très simples et l'échange de races entre pays présentant des conditions-cadre similaires permettent déjà d'obtenir de bons résultats. Par ailleurs, les conditions de production doivent aussi être améliorées. Les paysans devraient notamment pouvoir accéder plus facilement à de bonnes terres, aux services vétérinaires, aux crédits et offres de formation et essayer d'exploiter des niches pour des spécialités locales.

SOURCES

Documents de la Conférence technique internationale sur les ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, Interlaken (Suisse), 3 – 7 septembre 2007, FAO :

L'état des ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde – en bref. Commission des Ressources Génétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture. FAO. 2007. 43 p. www.fao.org/ag/againfo/programmes/en/genetics/documents/Interlaken/SOW_brief_fr.pdf

Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques et Déclaration d'Interlaken sur les ressources zoogénétiques. FAO. 2007. 36 p. www.fao.org/ag/againfo/programmes/en/genetics/documents/Interlaken/ITC-AnGR073_fr.pdf

Scientific Forum on Animal Genetic Resources. Various contributions by: Carlos Sere, Akke van der Zijpp, Gabrielle Persley, Ed Rege, Michèle Tixier-Boichard, Workneh Ayalew, Han Jianlin, Chanda Nimbkar, John Gibson, Mwai Okeyo, Paul Boettcher, John A. Woolliams, Oswald Matika and James Pattison. FAO. 2007. 75 p.

www.fao.org/ag/againfo/programmes/en/genetics/documents/Interlaken/ITC-AnGR07Inf2_en.pdf

Dépasser le dilemme conservation-population

Trouver un équilibre entre humains et nature, et de plus entre différents groupes d'opinions, relève d'une grande complexité. Les arguments en faveur des déplacements partent du postulat que la présence humaine influence négativement le maintien de la biodiversité. Toutefois, peu d'études se sont occupées du rapport entre le gain écologique et le détrimement d'un déplacement de population.

Dans une perspective historique, ce document compare les déplacements de population dus à des projets de conservation et ceux occasionnés lors de grands projets économiques de développement. Depuis le début des années 1990, les deux lignes sont sources de réclamations de part et d'autre.

Par le biais de nombreuses études de situations, la communauté conservacionniste cherche à clarifier des standards éthiques qui devraient influencer les politiques

dans leurs décisions d'actions. C.-à-d. exiger que ces dernières se responsabilisent face à la population locale lorsque celle-ci doit se déplacer ou que son accès aux ressources est altéré.

Aujourd'hui, la prise en compte de la gouvernance au niveau international, ainsi que des nombreux acteurs du monde de la conservation et de la sphère du développement augmente. Ces faits, ajoutés à la réflexion menée sur le rôle des institutions, devraient permettre des choix mieux adaptés.

SOURCE

Protected areas and human displacement: A conservation perspective. Kent H. Redford and Eva Fearn (Eds). 148 p.
www.wcs.org/media/file/wcswp29.pdf

Ne plus être doublement démuné face aux risques

Avec une maigre épargne, survivre à une catastrophe naturelle peut représenter une lutte sans fin. Une maladie infantile ou la mort de l'unique vache rend les pauvres souvent encore plus démunés.

Selon une étude récente, 23 des 100 plus pauvres pays du monde ne connaissent pas d'assurance formelle ciblée vers leur population défavorisée. Le peu d'assurances existantes sont surtout fournies par le biais d'organisations basées dans la communauté. Celles-ci ont l'avantage d'être proches des pauvres, mais sont limitées par leur manque d'expertise professionnelle dans ce domaine.

Depuis peu, en Inde, un outil d'assurance basé sur des indicateurs climatiques compense aux agriculteurs le manque à gagner généré par une catastrophe, leur permettant de gérer la période de crise. Cette compensation n'est octroyée que lorsque survient l'événement contre lequel l'assurance existe et elle ne couvre

pas toujours les pertes subies au niveau individuel. La couverture est obtenue du secteur privé, avec ou sans petits subsides publics.

La croissance de nouveaux mécanismes de financement internationaux contre les risques pourrait conduire à une situation où ceux-ci, combinés aux micro-assurances locales, considèrent aussi les pauvres comme partenaires.

SOURCES

Insuring the World's Poor. Veronica O'Connor. In: *IFPRI Forum*, July 2007. 5 p.

www.ifpri.org/PUBS/newsletters/IFPRIForum/if19.pdf

Voir aussi : *Microinsurance: Introduction, case studies, outlook.* Friday, 30th November 2007, Berne, Switzerland. Différents documents de présentation.

www.intercooperation.ch/finance/download



Conséquence de précipitations de mousson tardive contre laquelle une assurance serait envisageable. Bangladesh, 2004. (Photo : L. Giron, Intercooperation)

Attribuer à la biodiversité sa juste valeur

Le taux d'extinction des espèces animales et végétales est aujourd'hui 1'000 fois plus élevé que le taux d'extinction naturel. Pour contrer cette évolution, il est essentiel que les décisions en matière d'utilisation des espèces tiennent davantage compte de la conservation de la biodiversité. Mais comment attribuer une valeur adéquate à la diversité des plantes et des animaux? Le Rapport technique de la Convention sur la diversité biologique donne une vue d'ensemble de méthodes et instruments d'évaluation. Le rapport part d'une interprétation large de la notion de valeur, qui prend en compte non seulement le rendement économique direct de la biodiversité, mais aussi sa contribution indirecte à la conservation des écosystèmes, ainsi que ses valeurs culturelles et sociales.

Attribuer aux diverses espèces animales et végétales une valeur est une bonne chose. Mais encore faut-il intégrer ces valeurs dans des processus politiques de décision. Le rapport présente plusieurs approches possibles, économiques et non économiques. A ce

propos, les auteurs soulignent l'importance cruciale d'un nouveau calcul, plus global, de la performance économique nationale. Ce n'est qu'en intégrant l'état des ressources naturelles dans leur comptabilité nationale que les gouvernements pourront définir des priorités pour la conservation de la biodiversité.

Toutefois, dans les pays en développement, il manque souvent les compétences et les données requises pour effectuer une évaluation probante de la biodiversité. Les auteurs du rapport esquissent en conclusion diverses mesures pour pallier ces déficiences.

SOURCE

An exploration of tools and methodologies for valuation of biodiversity and biodiversity resources and functions: How should we value biodiversity? Secretariat of the Convention on Biological Diversity. Technical Series no. 28. 2007. Montreal, Canada, 71 p.
www.cbd.int/doc/publications/cbd-ts-28.pdf

Et si les forêts communautaires produisaient pour le commerce équitable...

La diversité de petites et moyennes entreprises forestières dans les pays en développement rend difficile la visibilité de leur contribution à une réduction durable de la pauvreté. D'août 2005 à juin 2007, un projet a exploré notamment les questions du rôle et de la place des produits émanant des forêts communautaires (community forest products (CFPs)) dans la filière du commerce équitable et de la certification.

52 compagnies forestières (intermédiaires) de 21 pays ont répondu à une enquête quant à la demande et à la consommation de produits forestiers «éthiques», les avantages d'un tel marché et la place qu'y occuperaient les CFPs. Par ailleurs, des études de cas impliquant tous les acteurs de la filière (communautés, acheteurs, producteurs ainsi que les relations entre eux) ont été menées dans quatre pays.

En conclusion, le consensus reconnaît le besoin d'un mécanisme pour distinguer les CFPs. De réelles opportunités existent dans, mais aussi en dehors, des labels de certification et de commerce équitable. Ces options devraient améliorer les moyens d'existence des personnes dépendantes de la forêt pour leur survie.

SOURCE

Who wants fair trade timber? Report of an international workshop on: Distinguishing community forest products in the market: A collaborative project to enable consumers to better recognise community forest products, 1st October 2007, Edinburgh. 20 p.
www.iied.org/mediaroom/docs/distinguishingcommunityforestproducts.pdf

Innovations locales : un potentiel insuffisamment exploité

Les paysannes et les paysans, parfois aussi les communautés rurales, développent régulièrement des solutions novatrices pour améliorer leur production agricole et leurs conditions de vie. Le plus souvent, ils le font non pas de manière linéaire, mais via un processus d'apprentissage itératif : on essaie de nouvelles méthodes, on adapte, on améliore et on échange des expériences. Dans ce genre de démarche, le savoir indigène peut aussi être combiné avec des données scientifiques, et développé.

La valorisation d'innovations locales représente un potentiel sous-estimé et sous-exploité pour le développement rural. Il manque en outre des incitations institutionnelles pour encourager les innovations et les diffuser. Les investisseurs ne s'y intéressent guère, car ces solutions nouvelles relèvent souvent du domaine des biens communs. C'est pourquoi divers fonds de soutien à l'innovation ont

été créés ces dernières années. L'étude ci-dessous analyse cinq de ces fonds sous l'angle de leurs objectifs, mécanismes et processus, mais aussi de leur efficacité. Le but de l'analyse est de développer des idées pour une *Facilité globale à l'innovation*.

L'introduction conceptuelle détaillée sur les innovations locales est une base probante et importante pour l'analyse subséquente des fonds.

SOURCE

Supporting Local Innovation for Rural Development: Analysis and Review of Five Innovation Support Funds. Esbern Friis-Hansen and Henrik Egelyng, Danish Institute of International Studies. DIIS Report 2007:4. 88 p. www.diiis.dk/graphics/Publications/Reports2006/diisreport-2007-4.pdf

Combattre les parasites avec des moyens biologiques

À quoi faire attention en cultivant la papaye ? Comment reconnaître les principaux parasites des tomates et comment les combattre ? Voilà le genre de questions auquel répond le site Infonet-BioVision, une nouvelle plate-forme en ligne adaptée aux besoins de la population rurale en Afrique de l'Est.

Infonet-BioVision informe quant aux mesures simples et efficaces sur le plan écologique pour améliorer la santé des principales plantes utiles. Des textes faciles à comprendre renseignent sur la culture, l'entretien et la récolte de chaque plante, ainsi que sur des stratégies de prévention et des moyens de lutte contre les maladies et les parasites avec des moyens écologiques. Hormis les textes et photos de plantes et parasites spécifiques,

le site Internet donne également des informations sur les méthodes et techniques de l'agriculture biologique. Le feedback des utilisateurs locaux est pris en compte afin que l'offre d'information corresponde au mieux aux besoins effectifs.

Le site est encore en chantier ; des chapitres sur la santé des animaux, des êtres humains et de l'environnement viendront s'ajouter à celui concernant la santé des plantes vivrières.

SOURCE

www.infonet-biovision.org



*Le ver de coton en Afrique (*Helicoverpa armigera*) est un parasite d'importance majeure. Il s'attaque à de nombreux produits alimentaires, fibres, oléagineux, fourrages et cultures horticoles. Pourtant, différentes méthodes biologiques de contrôle sont disponibles. (Photo : A. M. Varela, icipe)*

Résilience au niveau local

En 2005, le *Hyogo Framework for Action* a été approuvé dans le but de renforcer les capacités de résistance et de reconstruction des pays et communautés affectés par des catastrophes. Alors que plusieurs institutions visent la mise en œuvre de ce cadre d'action surtout au niveau national, cette publication vise le niveau local. Comment définir une communauté résiliente ? Partant de cette question, l'auteur a procédé à une recherche bibliographique fouillée sur la question, puis élaboré une série d'indicateurs, incluse la description de leurs propriétés. Ces indicateurs sont répartis sur cinq grands domaines thématiques qui couvrent aussi bien les aspects spécifiques aux catastrophes que d'autres aspects plus globaux, comme la gouvernance, le savoir et la formation. Le lien avec le niveau national est assuré par la description de conditions-cadre propices. La liste tend à l'exhaustivité. Elle se veut être un réservoir d'informations où les acteurs, dans un processus participatif, puisent les éléments qui correspondent le

mieux à leur situation. Puis des priorités sont définies et développées. Au niveau local, ce processus présuppose toutefois des compétences dans le domaine de la co-détermination et de la formation de consensus. Les auteurs espèrent obtenir un feedback du terrain pour mettre au point une deuxième édition revue et corrigée en conséquence.

SOURCES

Characteristics of a Disaster-resilient Community: A Guidance Note. John Twigg for the DFID Disaster Risk Reduction Interagency Coordination Group. Version 1 (for field testing). August 2007. 40 p.
www.benfieldhrc.org/disaster_studies/projects/communitydrindicators/Characteristics_disaster_low_res.pdf
Hyogo Framework for Action 2005–2015.
www.unisdr.org/eng/hfa/intern-org/ProVention-contribution-HF.pdf

Réinvestir les expériences issues de projets dans les processus politiques

Depuis un certain temps, les agences de coopération au développement préfèrent accorder un soutien direct aux gouvernements (*budget support*) plutôt que de financer des projets. Or, selon une étude récente, l'approche « projets » a tout à fait sa raison d'être : elle permet d'identifier les problèmes quotidiens de la population pauvre, ainsi que de cerner les défaillances du système politique ou de la mise en œuvre de ce système. Mais pour que les expériences et idées issues de projets puissent être utilement réinvesties au niveau politique, des efforts spéciaux sont nécessaires. D'abord, il est nécessaire que les responsables de projets connaissent bien les processus et les réalités politiques. Ensuite, ils doivent présenter des résultats pertinents et savoir les communiquer de manière adéquate. Finalement, ils doivent promouvoir les relations entre les collaborateurs de projets et les politiciens.

Se fondant sur des projets de FARM-Africa en Afrique du Sud, en Kenya, en Tanzanie et en Éthiopie, les auteurs

donnent des exemples de prises d'influences réussies dans les enceintes politiques. En Tanzanie, par exemple, où les services vétérinaires professionnels ont été privatisés dans les années 1980, le gouvernement a fini par soutenir la formation et le travail des *Community-Based Animal Health Workers*. Des réunions et des ateliers avec des acteurs importants, la présentation d'études de cas concrets devant des assemblées compétentes et le développement d'un groupe spécial de lobbying politique ont contribué de manière décisive à ce succès.

SOURCE

From Grassroots to Government. FARM-Africa's experiences influencing policy in sub-Saharan Africa. Alastair Bradstock et al. Overseas Development Institute (ODI). 2007. 58 p.
www.farmafrica.org.uk/documents/198.PDF

30 ans d'assistance technique paysanne en Amérique Latine

L'approche « paysan-à-paysan » (*farmer-to-farmer*), promotrice d'assistance technique en milieu rural, s'est développée depuis 30 ans en Amérique Latine. Même si cette approche jouit d'un grand renom lié à son succès, la manière classique de transférer la technologie de technicien à paysan s'est maintenue en parallèle. Afin d'appréhender ce phénomène, la Plateforme latino-américaine de gestion des connaissances (ASOCAM) a amené trois projets à échanger et promouvoir leurs pratiques dans ce domaine en faveur du développement local. Des stratégies susceptibles d'influencer les politiques publiques dans ce sens ont également été analysées.

La démarche s'est concrétisée dans la création du portail web « Offres paysannes de services d'assistance technique ». On y trouve notamment les expériences des Yapu-

chiris en Bolivie, des Kamayoq au Pérou et des promoteurs au Nicaragua autour de l'offre et de la demande de services techniques. On a aussi la possibilité de s'enregistrer et d'offrir ainsi ses compétences à ce réseau.

Le portail, en langue espagnole, propose nombre de documents et vidéos actualisés avec des présentations, des systématisations d'expériences, des ateliers et des événements.

SOURCE

Portal Temático Regional 'Ofertantes Campesinos de Asistencia Técnica'.

www.asocam.org/portales.shtml?apc=I---xx-xx-xx-xx1-&s=I&t=Portal%20Ofertantes%20Campesinos



*Qamayoq enseignant la pose d'une attelle de la jambe à une vache blessée.
(Photo : Projet MASAL, Pérou, 2007)*

Des risques pour les petits paysans et pour la sécurité alimentaire

Au Swaziland, 40 % de la population est menacée par la famine. En 2007, en raison d'une longue période de sécheresse, la récolte de maïs a été l'une des pires jamais enregistrées. Par ailleurs, le gouvernement du Swaziland a décidé d'allouer des terres à une entreprise privée pour la plantation de cassaves, dans le but de produire du biocarburant. Cet exemple montre quelles difficultés et contradictions affrontent actuellement les pays en développement pour assurer l'alimentation de leur population.

Pour Joachim von Braun, directeur de l'*International Food Policy Research Institute*, à côté du changement climatique, d'autres facteurs menacent la sécurité alimentaire dans les pays en développement, notamment la hausse de la demande en denrées alimentaires des ménages à moyen et haut revenus, mais aussi les risques et les obstacles liés aux marchés, ainsi que l'augmentation des prix de l'énergie.

Qui dit demande croissante en aliments de base, dit prix en hausse. Selon Joachim von Braun, seule une minorité de petits paysans peuvent participer au marché par leurs propres moyens et donc profiter de l'aug-

mentation des prix. Aujourd'hui, il est urgent d'investir dans l'infrastructure agricole, notamment dans le développement du réseau routier et dans un meilleur accès aux semences, aux marchés et aux services de vulgarisation. En se regroupant en coopératives, les petits paysans peuvent renforcer leur capacité de négociation et leur impact. Par ailleurs, des modèles d'assurance innovants permettent d'améliorer notablement la situation des couches pauvres de la population et de compenser les risques.

SOURCES

Interview approfondie avec Joachim von Braun, directeur de l'International Food Policy Research Institute (IFPRI), septembre 2007. 4 p. (en anglais).

www.inforesources.ch/pdf/vonbraun_interview.pdf

Swaziland: Coping strategies wear thin in ongoing food crisis. IRIN, Humanitarian News and Analysis. 17 October 2007. www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=74833

Swaziland: Food or biofuel seems to be the question. IRIN, Humanitarian News and Analysis. 25 October 2007. www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=74987

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut être commandé à l'adresse à droite.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale.

InfoResources est composé des trois services d'information : Inforest / Intercooperation, Infothèque CDE et InfoAgrar / Haute école suisse d'agronomie.

Equipe de rédaction :

Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, Felix Hintermann

Traduction française :

Clara Wubbe, Transit TXT

Mise en page :

Ana Maria Hintermann-Villamil, webhint.ch

Impression :

Schlaefli & Maurer AG

Contact :

InfoResources
Länggasse 85
CH-3052 Zollikofen,
Suisse
Tél. : +41 31 910 21 91
Fax : +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch
www.inforesources.ch

InfoResources est financé par :



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

inter
cooperation

cde centre for
development and
environment

Bern University of Applied Sciences
Swiss College of Agriculture SHL